



Bloquer les épreuves du bac ? Vous avez quatre heures...



Bloquer les épreuves du bac ? La question se pose dans les salles de profs et les fils WhatsApp des enseignants mobilisés contre la réforme du lycée. Et ça débat sec : empêcher la tenue des épreuves ? Mais cela revient à pénaliser ses propres élèves et donc se tirer une balle dans le pied ! Et en même temps, avancent les autres, n'est-ce pas la dernière carte pour obliger le ministre de l'Éducation à entendre les revendications ?

Des responsables syndicaux ont rendez-vous ce mercredi à 17 heures dans les locaux du Snes (syndicat majoritaire) pour décider, ou pas, de lancer un appel commun. «C'est un signal d'alerte. Le blocage est une éventualité envisagée, indiquait mardi en fin de journée la cosecrétaire du Snes, Frédérique Rolet. Jusqu'ici le ministre n'a pas eu le début d'une écoute. Il répète que tout va bien, que les voix dissidentes ne sont que des mensonges. Il est prévenu, si l'on en vient à appeler au blocage des examens, il en portera seul la responsabilité.»

L'épisode de 2003

Dans l'histoire, rappelle-t-elle, la dernière menace de blocage des examens remonte à 2003. «L'administration avait dû faire appel à des enseignants retraités pour que les épreuves puissent se dérouler dans certains établissements.» Frédérique Rolet se veut pragmatique : «vu le calendrier, il est trop tard pour empêcher que la réforme ne s'applique à la rentrée, mais le ministre peut faire des concessions, en revenant par exemple sur les nouveaux programmes de philo ou bien geler le nouvel enseignement numérique et enseignement scientifique.» Ce sera l'un des sujets débattus mercredi entre responsables syndicaux.

A lire aussi » Des professeurs mobilisés contre la réforme du lycée dénoncent des «tentatives d'intimidation»

Certes, l'appel de l'intersyndicale au boycott a son importance. Mais cela ne suffira pas à prédire comment vont se dérouler les épreuves. En effet — et c'est l'une des spécificités de ce mouvement — la mobilisation des enseignants s'est organisée dès le début en dehors des syndicats. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui explique la difficulté à cerner le mouvement : les grilles de lecture classiques ne fonctionnent pas.

Avec une organisation très horizontale, sans porte-parole officiel, le mouvement contre la réforme du lycée fait penser à celui des gilets jaunes. D'ailleurs, par endroits, comme par exemple à

Rennes, les collectifs de profs mobilisés ont rejoint les cortèges du samedi.

Un mouvement difficile à appréhender

Depuis des mois, des profs de plusieurs centaines de lycées éparpillés sur le territoire, multiplient les actions pour alerter contre cette réforme du lycée qui va creuser encore plus les inégalités plutôt que de les résorber, dénoncent-ils. La mobilisation a pris des formes très variées, en dehors de clous habituels : distribution généralisée de 20 sur 20, saynètes au petit matin sur les dangers de la réforme, journée portes ouvertes avec des profs habillés en noir pour porter le deuil d'un bac qui n'aura demain plus la même valeur partout... Des collectifs locaux de profs se sont constitués, reliés les uns et les autres via «une chaîne des bahuts» très active sur les réseaux sociaux. Sans parvenir à se faire vraiment entendre.

A lire aussi » Réforme du lycée : tohu-bohu dans les bahuts

En parallèle, on trouve aussi le collectif des Stylos rouges, qui bataille surtout pour une revalorisation des salaires des profs. Lundi, dans une lettre ouverte au ministre, bardée de rouge, ils annonçaient la couleur : «Nous sommes dans l'obligation d'appeler nos collègues à agir pour faire entendre nos demandes en boycottant tous les examens nationaux de toutes les façons possibles : (grève des surveillances et des corrections, notes maximales à toutes les copies).»
Marie Piquemal